

*Initiatives ministérielles*

En d'autres termes, M. Pickersgill a dit que les tarifs de l'Est devaient permettre non seulement aux ports de l'est du Canada de concurrencer les ports américains, mais aussi aux ports de Halifax et de Saint John de soutenir la concurrence des ports de Montréal et des autres ports du Saint-Laurent. Voilà quel était au départ le but de la loi sur les tarifs de l'Est.

L'autre chose que je voulais signaler, c'est que la loi régissant le tarif de l'Est était vraiment en harmonie avec l'histoire du pays. Ce que nous avons fait ici depuis plus de 124 ans, c'est de défier la disposition géographique du pays, faire fi de notre géographie. Ce que nous avons fait, c'est de construire des systèmes parallèles à ceux des États-Unis. En effet dans des conditions normales, les forces se divisent plutôt sur un axe nord-sud. Si nous n'avions pas eu des bâtisseurs de ce pays qui ignoraient les réalités du Canada et des forces nord-sud, ce pays n'aurait peut-être pas pu durer. Il n'aurait certainement pas duré 124 ans, mais il a survécu et prospéré parce que nous avons eu des hommes d'État, des politiques et des bâtisseurs qui croyaient fermement en l'avenir de ce pays, et qui ont établi des programmes et des lois pour le garantir. La création du Canadien-Pacifique en est un exemple, ainsi que de la Société Radio-Canada, de la Commission canadienne du blé et du programme du tarif de l'Est. Je pourrais continuer à l'infini.

Le tarif de l'Est est une réalisation logique de notre patrimoine. Il est en harmonie avec notre histoire. Il reflète vraiment l'esprit canadien. Pourtant, le gouvernement s'en balance. Il n'a rien à faire de toutes ces considérations. Il ne s'intéresse pas à cela. Il s'intéresse à autre chose.

• (1540)

Rien d'étonnant à ce que ce pays soit dans un tel état de confusion. Rien d'étonnant à ce que le pays perde des plumes et que ses habitants s'en détachent. Rien d'étonnant à ce que les Canadiens soient cyniques. Ils ont un gouvernement, et un premier ministre en particulier, qui ne comprend pas l'histoire de ce pays, qui ne comprend pas ce qu'est ce pays. Le tarif de l'Est en fait partie.

Le tarif de l'Est n'était qu'un élément d'un système de mise en marché que nous avons mis au point sur de nombreuses années. Cela ne s'est pas fait en une nuit, ni en quelques semaines. Il a fallu des années et des années pour mettre ce système au point.

On a fini par mettre au point un système ordonné de mise en marché. On trouve maintenant, dans ce système, des offices de commercialisation de toutes sortes. Ce système comprend aussi une composante de gestion de l'approvisionnement.

À part quelques malheureux problèmes, surtout dans le domaine de la culture des céréales, les institutions que nous avons créées au cours des dernières décennies ont bien servi les Canadiens, mais il faudrait que ce gouvernement cesse son tripatouillage.

On craint qu'avec ce gouvernement, nos programmes continuent d'être démantelés. Il ne s'agit pas seulement du tarif de l'Est. Cela ira beaucoup plus loin.

Il y a environ un an, nous avons vu en cette enceinte le gouvernement couper carrément les paiements anticipés des récoltes, offerts sans intérêt. On a fortement protesté, en particulier les producteurs des Prairies qui ont dit que c'était une mauvaise décision, qu'il s'agissait d'un programme efficace et non coûteux qui était avantageux pour tous les Canadiens à la longue. Étant donné le tollé général soulevé et les pressions exercées contre le gouvernement, celui-ci s'est ravisé, heureusement. Mais pour combien de temps? Quand il s'agit du gouvernement actuel, on n'est jamais certain, il faut toujours être sur ses gardes.

Ce n'est pas tout. Il n'y a pas que le tarif de l'Est ou les paiements anticipés sans intérêt des récoltes qui soient menacés, d'autres programmes et institutions le sont aussi, notamment la Commission canadienne du blé, cette vénérable institution qui a si bien servi les Canadiens. Elle a surtout été très utile aux céréaliculteurs du pays.

J'estime que la Commission canadienne du blé court de grands risques. Nous savons qu'elle est dans une situation financière précaire. Son déficit pourrait atteindre les 700, 800, 900 millions de dollars, et même le milliard. En citant ces chiffres, je ne veux pas laisser entendre que le gouvernement est entièrement responsable de ce déficit. Il y a une terrible guerre des subventions qui se déroule actuellement à l'échelle internationale et qui coûte extrêmement cher à la Commission canadienne du blé. Où celle-ci prend-elle ses fonds? Chez les contribuables canadiens, bien sûr.

Le gouvernement canadien a mis la Commission canadienne du blé en danger. Comment? En laissant le blé américain entrer au pays.